

Déclaration SNES-FSU - CSE du 14 novembre 2013

Cela fait trois mois et demi que nous sommes rentrés pour une année scolaire qui devait être celle du changement.

Les personnels ne rêvaient pas d'un "maintenant qui chante", mais force est de constater qu'ils peinent à trouver, dans leur quotidien, des éléments d'espoir d'amélioration de leurs conditions de travail, qu'ils peinent à entrevoir leur avenir, et qu'ils vivent un quotidien difficile, comme par exemple hier après-midi avec le rattrapage.

En lycée, le constat est tristement rapide à faire. On attend toujours la remise à plat d'une réforme dont nous constatons tous les jours les méfaits. On attend toujours les décisions concernant les épreuves de langues vivantes. Et rien ne nous rassure quant aux effectifs de classe l'an prochain.

En collège, mises à part des dispositions structurelles sans chair, le constat est tout aussi rapide. Quid de la note de vie scolaire ? du LPC ? des effectifs de classe ?

En ce qui concerne l'orientation scolaire, l'impression d'un double langage ministériel inquiète et suscite la colère. D'un côté de grandes et belles déclarations sur les personnels Co-Psy, sur le maintien des équilibres trouvés dans la loi de refondation. De l'autre, des discussions dont les organisations syndicales sont écartées avec les régions, ou au sein de la DGESCO, ces dernières semblant plutôt organiser, de fait, le rétrécissement de l'orientation scolaire, le dépeçage du réseau des CIO, l'abandon de responsabilités de la part de l'Etat. Les témoignages que nous recevons de certains CIO en "restructuration" expriment une souffrance professionnelle terrible. Evitons, sur ce dossier, ce qui a pu se passer récemment dans la mise en œuvre d'une réforme au lycée.

La consultation, sous forme d'assises de l'Education prioritaire, laisse, pour l'instant, un goût amer à nombre de personnels qui avaient cru qu'enfin leur ministre était à leur écoute. Les modalités d'organisation des débats dans les établissements, l'organisation des assises interacadémiques et les bruits qui courent autour du resserrement de l'E.P. sur 300 établissements leur font douter de l'atterrissage final.

Des discussions vont s'ouvrir sur les métiers et les statuts. Là encore, les espoirs sont importants. Espoir de voir enfin reconnue la réalité de nos métiers, espoir de voir enfin réaffirmée notre capacité à travailler en équipes dans des établissements dont la gestion n'a rien à voir avec "les délires patronnesques" que certains étalent dans leur presse au nom du culte du chef.

Décidément, les raisons de la "morosité ou de la grogne" dont parle tant la presse sont nombreuses et importantes.

Alors vous comprendrez que, dans ces conditions, en plus du principe qu'une profession ne peut accepter ainsi de voir augmenter de plus, pour des raisons contestables, son temps de travail, combien la proposition présentée aujourd'hui sur le calendrier scolaire, provoque colère et refus déterminé.

Commençons plutôt par prendre les choses à l'endroit et débattons de ce qui constitue le cœur du système éducatif : la classe, les métiers, les conditions de travail. Cela impose de poursuivre, vite, la réflexion sur les contenus enseignés, les pratiques pédagogiques, l'évaluation. Les enseignants du second degré y sont prêts. Mais en face, il faut pouvoir leur assurer des moyens de nos ambitions.

Mais il est vrai que cela a un coût et demanderait une autre politique budgétaire. Espérons que pour une fois, le budget sera au rendez-vous.